



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie
Lectures (2002-2010)

Revue *Problèmes économiques*, n°2863 (24 novembre 2004) – Dossier : Economie de l'environnement –, la Documentation française, Paris.

Géraldine Froger



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/957>

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Géraldine Froger, « Revue *Problèmes économiques*, n°2863 (24 novembre 2004) – Dossier : Economie de l'environnement –, la Documentation française, Paris. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Lectures (2002-2010), Publications de 2004, mis en ligne le 09 mai 2005, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/957>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Revue Problèmes économiques, n° 2863 (24 novembre 2004) – Dossier : Economie de l’environnement –, la Documentation française, Paris.

Géraldine Froger



Ce numéro spécial de *Problèmes économiques* offre un choix d'articles (parus dans d'autres revues) sur l'économie de l'environnement. L'objet est de cerner différents enjeux théoriques et pratiques, associés au développement durable. Ce numéro comprend une sélection d'extraits d'articles français et anglo-saxons, de qualité différente et avec un degré de technicité plus ou moins accentué. Ces articles sont regroupés autour de trois thèmes :

1. Les politiques environnementales au sens large (rôle de l'Etat, du marché, thématique de l'évaluation des biens environnementaux)
2. Les problèmes globaux d'environnement (réchauffement climatique) et les relations entre mondialisation et environnement (quels sont les effets de la mondialisation sur l'environnement ? quelle régulation des biens publics mondiaux ?)
3. L'environnement et les stratégies d'entreprises (stratégies environnementales, notation sociale et environnementale, responsabilité environnementale des entreprises).

- 1 Dans la première partie consacrée aux « analyses théoriques et politique environnementale », l'article de Robert N. Stavins fait une apologie de l'analyse coûts-bénéfices (ACB) pour évaluer l'efficacité des réglementations, même si l'auteur précise que d'autres critères sont nécessaires, notamment en matière d'équité. Ce dernier souligne les avantages de l'ACB pour évaluer le degré de sévérité des normes environnementales, ou encore pour définir des normes de protection de l'environnement (en regrettant qu'au niveau politique, les Etats-Unis soient peu favorables à un emploi plus large de l'ACB dans l'évaluation des réglementations environnementales). L'auteur passe (trop) rapidement sur les limites rencontrées par l'ACB et ne souligne pas assez fortement que les instruments économiques ne sont pas les plus adaptés pour définir les normes environnementales. Dans la même partie, l'article de Valérie Boisvert, Armelle Caron et Estienne Rodary propose une analyse tout à fait intéressante de la « nouvelle économie des ressources naturelles » (NER) ou de « l'écologie de marché », courant de pensée qui a émergé aux Etats-Unis depuis le début des années 1980 et qui promeut les droits de propriété privée pour une gestion décentralisée et durable des ressources. Pour les auteurs, la transformation des préceptes de la NER en mesures de politique environnementale rencontre un certain nombre de problèmes. Ils montrent que ce courant a une lecture biaisée des modes de gestion des ressources naturelles et de leur évolution (par exemple, la propriété privée ne limiterait pas forcément la surexploitation des ressources dans certaines sociétés mais serait un facteur déclencheur de cette surexploitation). Ils illustrent également les propos idéologiques et « tronqués » des partisans de la NER : par exemple, l'établissement de marchés de droits est souvent présenté comme un moyen de donner corps à la prescription de la privatisation des ressources or les auteurs montrent que les marchés de droits, du moins dans les développements de son précurseur John Dales, constituent une solution intermédiaire entre gestion purement administrée par les pouvoirs publics et gestion parfaitement décentralisée reposant sur le libre jeu du marché. Le troisième article de Mbolatiana Rambonilaza est consacré aux méthodes économiques d'évaluation environnementale, comme outil d'aide à la décision pour le décideur public dans le domaine de la demande de paysage. Après avoir montré que le paysage faisait l'objet d'une demande d'usage (fonctions esthétiques, cadre de vie ...) et de non usage (fonctions esthétiques et écologiques ...), l'auteur présente un état de l'art des différentes méthodes d'évaluation (méthode d'évaluation multi-programmes, méthode par expérimentation des choix) ainsi que des études réalisées en matière d'évaluation des paysages. On peut regretter la quasi-absence de présentation des biais des différentes études et de la mention de méthodes alternatives (analyses multicritères, analyse coût-efficacité), ainsi que l'aspect parfois technique de l'article qui ne le rend pas facilement lisible par des non spécialistes. L'article apporte toutefois un éclairage intéressant sur la mise en œuvre d'évaluations paysagères avec des méthodes directes, il montre également que les transferts des bénéfices paysagers d'un site à l'autre restent délicats et mentionne des pistes méthodologiques en conclusion.
- 2 La deuxième partie de ce numéro spécial est consacrée à « l'environnement à l'épreuve de la mondialisation » : deux articles portent plus spécifiquement sur le réchauffement climatique ; le premier de John Carey et Sarah R. Shapiro reste très général et didactique. Il illustre la nécessité d'agir contre le réchauffement climatique et défend la position selon laquelle les entreprises adopteraient des stratégies allant dans le sens d'une lutte contre le réchauffement climatique, avec le constat d'un milieu industriel bien en avance

sur le milieu politique (hormis au Royaume-Uni). Les développements sur les raisons explicatives sous-jacentes aux stratégies environnementales des firmes ne sont pas suffisamment étayés. Figure dans cet article un encadré intéressant de la rédaction de la revue *Problèmes économiques*, présentant les facteurs de blocage actuels du protocole de Kyoto. La seconde contribution de Axel Gosseries et Vincent van Steenberghe sur la thématique du réchauffement climatique est plus complète que la précédente ; elle fait le point sur l'avancée du protocole de Kyoto et la mise en place de marchés nationaux et internationaux de permis de gaz à effet de serre ainsi que sur la mise en œuvre parallèle d'une directive européenne (à partir de janvier 2005 dans l'ensemble des Etats membres) en faveur de l'établissement d'un système d'émission de gaz à effet de serre. Auparavant, l'article donne la définition d'un marché de permis d'émissions et rappelle les modalités de conception d'un tel marché. Il tire également les leçons de l'*Acid Rain Program* qui est considéré comme un système exemplaire, même si deux éléments viennent nuancer cette évaluation positive : (1) la volatilité du prix des permis qui risque d'être accentuée avec l'effet de serre et qui est susceptible d'entraîner un découragement des investissements dans les techniques de dépollution et (2) la surestimation des prix des permis pouvant conduire à la mise en place de politiques inappropriées. Dans leur analyse des marchés internationaux, les auteurs soulignent que la non ratification du protocole par les Etats-Unis rend les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre peu ambitieux. Les deux autres articles de cette deuxième partie sont plus axés sur les questions des effets de la mondialisation. Celui de Serge Lepeltier prend le « contrepied » de certaines idées reçues. Selon ses propos, la mondialisation ne donnerait pas forcément un avantage compétitif aux pays les moins exigeants en matière d'environnement. Les entreprises multinationales ne semblent pas accorder une grande importance dans leurs choix de localisation aux différences de réglementations environnementales et les phénomènes de délocalisation dans les pays en développement pour des raisons environnementales sont de faible ampleur. L'auteur note une absence de spécialisation des pays en développement dans les activités polluantes et il semble que les pays développés exportent leurs industries polluantes principalement vers d'autres pays développés. L'auteur présente également les éléments nuanciant l'hypothèse du recul des normes environnementales dans les pays développés tout en soulignant que les exemples de paralysie réglementaire (refus des pouvoirs publics d'édicter des normes plus contraignantes par crainte de nuire à la compétitivité nationale) sont plus nombreux et plus significatifs. Au total, l'article vise à montrer de manière assez convaincante la complexité et l'ambiguïté des effets de la mondialisation sur l'environnement. La dernière contribution, celle de Philippe Hugon, revient sur la problématique des biens publics mondiaux (BPM) et les enjeux théoriques qu'ils posent. A noter que les exemples cités par l'auteur (pollution atmosphérique, montée des risques épidémiologiques, instabilité financière, terrorisme, etc.) relèvent plus de la catégorie « maux publics mondiaux »..., les deux notions sont-elles pour autant symétriques et les enjeux de régulation se posent-ils de la même façon ? L'auteur réalise un état de l'art des différents courants mobilisant la notion de BPM en les regroupant en deux grandes catégories : celle du champ de l'économie (jeu des intérêts) et celle du champ de l'économie politique transnationale (conflits de valeurs). Il analyse ensuite la question des actions collectives et des régulations inter ou transnationales posée par les deux catégories mentionnées ci-dessus. On peut regretter que l'auteur ne donne pas sa position personnelle sur la notion de BPM : est-ce une notion utile ? en quoi ? ou alors est-ce une coquille vide qui masque les rapports de force et de domination ? Il aurait également été intéressant que ce numéro de *Problèmes économiques* comporte un article

supplémentaire sur la portée et les limites de la notion de BPM pour appréhender les questions de régulation relatives à la biodiversité (la thématique biodiversité-mondialisation se cantonne à un simple encadré de la rédaction).

- 3 La troisième partie de ce numéro est consacrée aux « relations entre entreprises et environnement ». Emmanuelle Reynaud s'intéresse au secteur des produits biologiques pour analyser les stratégies environnementales des entreprises. Elle réalise une typologie faisant apparaître trois stratégies génériques dépendant de la présence de standards, de la sensibilité à l'environnement et de la sensibilité aux prix. Un premier type de stratégie, celle des « idéalistes », a pour objectif de gagner des parts de marché risquant d'être compromises par des pressions internes et externes (exercées par les consommateurs verts) : elle correspond à une « stratégie de niche » en accord avec des valeurs préétablies. Une deuxième catégorie de stratégie, celle des « pragmatiques », vise à limiter l'incertitude par la constitution d'une image d'ami de la nature apte à séduire de nombreux consommateurs : elle correspond à une stratégie de domination de marché dont la taille est beaucoup plus grande que celle du premier groupe. Un troisième type de stratégie, celle des « novateurs », correspond à une stratégie pro-active avec un positionnement sur l'agriculture raisonnée afin de ne pas subir les standards contraignants et la relative pénurie de matières premières de l'agriculture biologique. Cet article est essentiellement descriptif et donne quelques exemples concrets. Ensuite, Geneviève Ferone réalise un état des lieux sur l'historique des agences de notation sociale et environnementale, en partant de leur genèse jusqu'à leur développement. L'investissement socialement et écologiquement responsable représente un marché qui devrait être amené à se développer. Toutefois la « puissance » des agences sociales et environnementales n'a pas de commune mesure avec celle des agences de notation financière. Les agences de notation sociale et environnementale devront relever de nombreux défis pour s'imposer (débat sur leur légitimité, hésitation des entreprises sur les modes de *reporting* à adopter, augmentation de leur pouvoir d'influence sur les entreprises, etc.). L'auteur conclut en soulignant le rôle que doivent jouer les investissements institutionnels. Le dernier article, celui de Sandrine Spaeter est très technique ; il porte sur l'incidence des régimes de responsabilité environnementale sur les comportements de prévention et d'assurance des firmes. L'auteur souligne que les entreprises sont généralement protégées par la règle de responsabilité limitée, ce qui explique l'investissement modeste dans les activités de prévention ainsi qu'une demande d'assurance pollution relativement faible. Les différences entre les modes de responsabilité outre Atlantique et ceux retenus au niveau européen (convention de Lugano) sont mises en avant. La portée et les limites de la notion de responsabilité étendue sont également étudiées à l'aide de théories économiques. Cet article est destiné à des économistes avertis et spécialisés. Sur cette dernière thématique « entreprises et environnement », on peut regretter l'absence de deux types d'articles : l'un portant sur les approches volontaires, l'autre sur les approches institutionnelles de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises.
- 4 Finalement, ce numéro spécial de *Problèmes économiques* permet au lecteur d'avoir à sa disposition des éléments de débats tout à fait pertinents en matière d'économie de l'environnement (du moins sur certains aspects). Il est important que cette revue consacre régulièrement des numéros spéciaux aux questions environnementales et de développement durable tant dans les pays développés que dans les pays en développement.

AUTEUR

GÉRALDINE FROGER

Maître de conférences, habilitée à diriger des recherches, Membre du C3ED UMR IRD-UVSQ n°063 ; <http://www.c3ed.uvsq.fr/archive/c3ed/cvfroger.htm>;
Geraldine.Froger@c3ed.uvsq.fr